

REPUBLIQUE DE COTE
D'IVOIRE

COUR D'APPEL DE COMMERCE
D'ABIDJAN

TRIBUNAL DE COMMERCE
D'ABIDJAN

RG N°4109/2018 et RG
N°004/2019

JUGEMENT CONTRADICTOIRE
DU 15/01/2019

AUDIENCE PUBLIQUE ORDINAIRE DU 15 JANVIER 2019

Le Tribunal de Commerce d'Abidjan, en son audience publique ordinaire du quinze Janvier deux mil dix-neuf, tenue au siège dudit Tribunal, à laquelle siégeaient :

Monsieur TRAORE BAKARY, Président ;

Madame SAKHANOKHO FATOUMATA et Messieurs KARAMOKO FODE SAKO, ALLAH KOUADIO JEAN CLAUDE et BERET-DOSSA ADONIS, Assesseurs ;

Avec l'assistance de **Maître AMANI épouse KOFFI ADJO AUDREY**, Greffier assermenté ;

Affaire

L'entreprise Etablissement
CARSPORT dite ETS
CARSPORT

(SCPA ORE-DIALLO-LOA et
Associés)

Contre

1-La société GRIMALDI COTE D'IVOIRE

2-La société Terminal Roulier d'Abidjan dite TERRA

(Me COULIBALY Soungalo)

A rendu le jugement dont la teneur suit dans la cause entre :

L'entreprise Etablissement CARSPORT dite ETS CARSPORT, entreprise individuelle, inscrite au RCCM sous le numéro CI-ABJ-2016-A-00805, 01 BP 5470 Abidjan 01, Tel : 08 90 90 77, dont le siège est à Abidjan Marcory sur le Boulevard Valérie Giscard d'Estaing, représentée par Monsieur AL CHOUR Mohamad, né le 01/01/1989 au Liban ;

Laquelle a pour conseil, la SCPA ORE-DIALLO-LOA et Associés, Avocats à la cour, y demeurant, Commune du Plateau, Angle, Avenue Marchand, Boulevard Clozel, résidence Gyam, 7^{eme} étage, porte D7, Tel : 20 21 65 24, Fax : 20 33 56 20 ;

DECISION

CONTRADICTOIRE

Déclare l'action de l'entreprise Etablissement CARSPORT dite ETS CARSPORT irrecevable pour défaut de capacité à agir en justice ;

Demanderesse d'une part ;

Et

Met les dépens de l'instance à sa charge ;

1-La société GRIMALDI COTE D'IVOIRE, SA, au capital de 200.000.000 F CFA, dont le siège social est à Abidjan, Boulevard de Vridi, Rue A6, Zone Portuaire d'Abidjan, zone des entrepôts de la digue de Vridi, Lot Portuaire 220 A, quai 17, Zone Industrielle de Vridi Port-Bouët, 01 BP 12372 Abidjan 01, Tél : 21 22 24 10, Fax : 21 22 24 19, prise en la personne de son représentant légal ;

2-La société TERMINAL ROULIER D'ABIDJAN dite TERRA, Société Anonyme avec Conseil d'Administration, au capital de 850.000.000 F CFA, sise à la Rue A6, Lot 220, Vridi Zone Portuaire, Quai 17, Zone Industrielle de Vridi Port-Bouët, 01 BP 11595 Abidjan 01, Tél : 21 75 31 31, Fax : 21 75 31 32, prise en la



150 717 627 n° 001

personne de son représentant légal ;

Laquelle fait élection de domicile au cabinet de maître COULIBALY Soungalo, Avocat près la Cour d'Appel d'Abidjan, sis à Abidjan, rue Toussaint Louverture, derrière la Polyclinique Internationale de l'Indenié, Immeuble N'Galiema Ressort Club, RDC, Appt A2, Tél : (225) 20 22 73 54/ 20 22 53 53, E-mail :soung.coul@avisoci.ci;

Défenderesses d'autre part ;

Enrôlée pour l'audience du 11 Décembre 2018, l'affaire a été appelée et une instruction a été ordonnée, confiée au juge SAKHANAKHO FATOUMATA, qui a fait l'objet de l'ordonnance de clôture n°1574/2018 du 26 Décembre 2018 ;

La cause a été renvoyée à l'audience publique du 08 Janvier 2019 ;

A cette date, la cause a été mise en délibéré pour décision être rendue le 15 Janvier 2019 ;

Advenue cette date, le Tribunal a vidé son délibéré ;

LE TRIBUNAL

Vu les pièces du dossier ;

Où les parties en leurs moyens et prétentions ;

Après en avoir délibéré conformément à la loi ;

FAITS, PROCEDURE ET PRETENTIONS DES PARTIES

Par exploit d'huissier en date du 27 Novembre 2018, l'entreprise Etablissement CARSPORT dite ETS CARSPORT a servi assignation à la société GRIMALDI COTE D'IVOIRE, d'avoir à comparaître par devant le Tribunal de Commerce d'Abidjan le 11 Décembre 2018 pour entendre condamner celle-ci à lui payer la somme de 5.218.747 F CFA représentant le coût du véhicule ainsi que les frais de dédouanement, celle de 50.000.000 F CFA à titre de dommages et intérêts pour toutes causes de préjudices confondues et ordonner l'exécution provisoire de la décision à intervenir ;

Par exploit en date du 27 Décembre 2018, l'entreprise Etablissement CARSPORT dite ETS CARSPORT a assigné en intervention forcée, la société Terminal Roulier d'Abidjan dite TERRA, d'avoir à comparaître par devant la juridiction de céans, le 08 Janvier 2019, pour entendre la condamner solidairement avec la société

GRIMALDI COTE D'IVOIRE au paiement des sommes susvisées ;

En réplique, la société Terminal Roulier d'Abidjan dite TERRA, allègue l'irrecevabilité de l'action de l'entreprise Etablissement CARSPORT dite ETS CARSPORT, motif pris de ce que celle-ci est une entreprise individuelle ;

SUR CE

SUR LE CARACTERE DE LA DECISION

La société GRIMALDI COTE D'IVOIRE a été assignée à son siège social et la société Terminal Roulier d'Abidjan dite TERRA a comparu ;

Il y a lieu de statuer par décision contradictoire ;

SUR LE TAUX DU RESSORT

Aux termes de l'article 10 de la loi n°2016-1110 du 08 Décembre 2016 portant création, organisation et fonctionnement des juridictions de commerce, « *Les tribunaux de commerce statuent :*
-en premier ressort, sur toutes les demandes dont l'intérêt du litige est supérieur à vingt-cinq millions de francs ou est indéterminé ;
-en premier et dernier ressort, sur toutes les demandes dont l'intérêt du litige n'excède pas vingt-cinq millions de francs » ;

En l'espèce, l'intérêt du litige est de 55.218.747 F CFA ;

Ce montant excède 25.000.000 F CFA ;

Il y a lieu de statuer en premier ressort ;

SUR LA RECEVABILITE DE L'ACTION

Aux termes de l'article 3 du Code de Procédure Civile, Commerciale et Administrative, « *L'action n'est recevable que si le demandeur :*
1° Justifie d'un intérêt légitime juridiquement protégé, direct et personnel ;
2° A la qualité pour agir en justice ;
3° Possède la capacité d'agir en justice » ;

Il ressort de l'analyse de ce texte que l'action n'est recevable que si le demandeur possède la capacité d'agir en justice ;

La capacité d'ester en justice est l'aptitude à exercer par soi-même en justice, un droit que l'on détient, sans avoir besoin d'être représenté ni assisté par un tiers ;

Ainsi, la capacité d'ester en justice suppose que l'on a la personnalité

juridique, qui est l'aptitude à être titulaire de droits et de devoirs ;

En l'espèce, il est mentionné dans les actes d'assignation en date des 27 Novembre 2018 et 27 Décembre 2018, que l'entreprise Etablissement CARSPORT dite ETS CARSPORT est une entreprise individuelle ;

Or, l'entreprise individuelle n'est pas dotée d'une personnalité juridique distincte de celle de son exploitant, de sorte qu'elle ne peut agir en justice que par le canal de celui-ci ;

Il échet en conséquence de déclarer l'action de l'entreprise Etablissement CARSPORT dite ETS CARSPORT irrecevable pour défaut de capacité à agir en justice ;

SUR LES DEPENS

L'entreprise Etablissement CARSPORT dite ETS CARSPORT succombe ;

Il y a lieu de mettre les dépens de l'instance à sa charge ;

PAR CES MOTIFS

Statuant publiquement, contradictoirement et en premier ressort ;

Déclare l'action de l'entreprise Etablissement CARSPORT dite ETS CARSPORT irrecevable pour défaut de capacité à agir en justice ;

Met les dépens de l'instance à sa charge ;

Et ont signé le Président et le Greffier./.

0282786

D.F: 18.000 francs
ENREGISTRE AU PLATEAU
Le 19 FEB 2019
REGISTRE A.J. Vol. 45 F° 15
N° 309 Bord 112-122
REÇU : Dix huit mille francs
Le Chef du Domaine de
l'Enregistrement et du Timbre